



NOS COMBATS SONT COMMUNS



Jean-Pierre Riso préside la FNADEPA qui, depuis près de 40 ans, forte de ses 1 500 adhérents, porte dans son action en faveur des personnes âgées des valeurs humanistes et fraternelles qui trouvent un large écho parmi les élus locaux et nationaux. Il nous fait part de ses commentaires.

SUR LE SOUTIEN À L'AUTONOMIE

C'est parce que le soutien à l'autonomie est un enjeu sociétal fort que nous souhaitons rappeler l'urgence de la mise en œuvre de décisions fortes pour accompagner mieux nos aînés d'aujourd'hui et de demain. Plusieurs actions doivent impérativement être mises en œuvre au plus tôt.

À court terme, et pour assurer la survie des établissements et services, il convient de lancer un Plan Marshall de recrutement conduisant à la création de 100 000 postes sur 5 ans, d'accélérer le versement des aides financières sur l'énergie (bouclier tarifaire et amortisseur), d'indexer les tarifs et budgets des établissements et services sur l'inflation, d'étendre la revalorisation des heures de nuit aux soignants de tous les EHPAD (et de garantir son financement intégral), de financer enfin les revalorisations salariales (Ségur, Prime Grand âge, avenant 43,...) à hauteur des engagements pris.

À moyen et long terme, il convient de mettre en œuvre une réforme structurelle de notre secteur par la transformation du modèle économique des ESMS, de poursuivre la rénovation et l'équipement

des établissements, d'engager une loi de programmation pluriannuelle pour le Grand Âge ambitieuse pour soutenir avec efficacité la transition démographique.

L'actualité récente, la stratégie interministérielle et sociétale « Bien Vieillir » présentée récemment par la ministre Aurore Bergé ainsi que le vote encore plus récent, à l'Assemblée nationale, de la proposition de loi portant diverses mesures pour bâtir la société du Bien Vieillir sont de nature à faire naître de vrais espoirs. Et comme toujours, à la FNADEPA, nous serons très vigilants sur la concrétisation effective de ces ambitions... et sur les délais de leur mise en œuvre !

SUR LES MAIRES ET LE PACTE RÉPUBLICAIN

Les maires de France, qu'ils exercent dans les plus grandes villes ou dans les plus petits villages de notre pays, sont garants d'un pacte républicain de plus en plus souvent mis à mal. Ils sont les gardiens du vivre-ensemble et constituent des digues vertueuses contre nombre des maux qui s'accroissent dans notre société.

Leur engagement au profit de nos aînés s'exprime de manière différente. Pour les élus qui, partout

en France, sont gestionnaires d'EHPAD, de résidences-autonomie ou de SAAD par le biais de leurs CCAS, la responsabilité est immense. Leurs fonctions les soumettent, solidairement avec leurs directrices et leurs directeurs, à des contraintes immenses en matière de gestion du personnel ou de gestion financière. Elles les mettent face à des injonctions paradoxales, entre libertés des personnes et sécurité, entre choix budgétaires et garantie de la vie à tout prix et souvent entre colère et renoncement.

Pour les élus qui ne sont pas directement gestionnaires, la responsabilité est tout aussi importante. Garantir le pacte républicain n'est pas aisé et chacun, de sa place, s'y attache avec force. Ces engagements, les maires les partagent toujours avec les adhérents de la FNADEPA. Nos combats sont communs et nous conduisent à revendiquer un meilleur accompagnement de nos aînés d'aujourd'hui et de demain, de leurs familles et des professionnels qui les soutiennent. C'est ensemble que nous ferons avancer cette cause et que chacun pourra améliorer ce vivre-ensemble, fondement de la cohésion nationale et du pacte républicain. ■